

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/N/1/LCA/1
22 mars 2001

(01-1394)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 63:2 DE L'ACCORD

SAINTE-LUCIE

Par une communication de sa Mission permanente datée du 12 mars 2001, Sainte-Lucie a fait parvenir au Secrétariat la notification ci-après, présentée au titre de l'article 63:2 de l'Accord.

Le gouvernement saint-lucien, conformément à l'article 63:2 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et à la procédure établie par le Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce en novembre 1995, notifie au Conseil ses lois et réglementations se rapportant aux questions visées par l'Accord, comme suit:

- Les "principales lois et réglementations" sont énumérées à l'annexe I.
- Les "autres lois et réglementations" sont énumérées à l'annexe II.
- Les projets de lois sont énumérés à l'annexe III.
- Réponses à la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits.¹

¹ Voir le document IP/N/6/LCA/1.

ANNEXE I

PRINCIPALES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS CONSACRÉES À LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

TITRE, DATE D'ADOPTION ET ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
Brevets <u>Brevets, dessins et modèles et marques de fabrique ou de commerce, Titre X, Code du commerce, ch. 244, Lois révisées de Sainte-Lucie de 1957*</u>	<p>La Partie I de cette loi est consacrée aux brevets. Elle traite de l'enregistrement des brevets au niveau local ainsi que de ceux qui ont été délivrés au Royaume-Uni. Ces brevets sont assortis des mêmes droits et privilèges que les brevets du Royaume-Uni; il s'agit simplement d'une extension des droits à Sainte-Lucie.</p> <p>La législation actuelle ne contient aucune disposition concernant les demandes internationales déposées au titre du Traité de coopération en matière de brevets. En outre, son approche de l'administration des brevets est particulièrement archaïque.</p> <p>Pour se conformer aux obligations internationales, le gouvernement devrait présenter au Parlement une nouvelle loi sur les brevets, et ce au moment de la communication du présent document. Des précisions sont fournies à l'annexe III. En conséquence, la Partie I du Titre X sera abrogée.</p>
Marques de fabrique ou de commerce <u>Brevets, dessins et modèles et marques de fabrique ou de commerce, Titre X, Code de commerce, ch. 244, Lois révisées de Sainte-Lucie de 1957*</u>	<p>La Partie III de cette loi traite des marques de fabrique ou de commerce et correspond toujours au texte applicable à l'enregistrement des marques. Elle prévoit l'enregistrement des marques du Royaume-Uni mais ne reconnaît pas les marques notoirement connues.</p> <p>Une nouvelle Loi sur les marques de fabrique et de commerce a été rédigée et devrait être présentée au Parlement en même temps que la Loi sur les brevets. Elle abrogera la Partie III du Titre X. Des précisions sur cette nouvelle loi sont données à l'annexe III.</p>

* Le texte de cette loi n'a pas encore été notifié; il sera distribué dès réception.

TITRE, DATE D'ADOPTION ET ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p>Droit d'auteur et droits connexes</p> <p><u>Loi de 1995 sur le droit d'auteur</u>², n° 10 de 1995</p> <p><u>Loi de 2000 sur le droit d'auteur (modification)</u>², n° 7 de 2000</p> <p><u>Règlement de 2000 sur le droit d'auteur (restriction à l'importation)</u>³, S.I. 113 de 2000</p> <p><u>Ordonnance de 2000 sur le droit d'auteur (organisations internationales)</u>⁴, S.I. 112 de 2000</p>	<p>Cette loi garantit la protection du droit d'auteur et contient des dispositions relatives aux programmes d'ordinateur et aux compilations de données. Elle établit des dispositions particulières au sujet des artistes interprètes ou exécutants, des enregistrements sonores et des émissions radiodiffusées.</p> <p>Elle abroge l'Ordonnance de 1965 sur le droit d'auteur (de Sainte-Lucie) ainsi que la Loi de 1956 sur le droit d'auteur du Royaume-Uni.</p> <p>Cette loi portant modification prévoit une extension des droits exclusifs octroyés aux détenteurs du droit d'auteur au titre de l'article 9 de la Loi principale, pour englober, notamment, la "communication au public".</p> <p>Elle contient en outre des dispositions sur les sociétés de gestion collective et leur administration, ainsi que sur les droits moraux des artistes interprètes, et prévoit une extension des mesures correctives civiles prévues dans le cadre de la loi.</p> <p>L'article 51 de la Loi de 1995 sur le droit d'auteur donne au titulaire du droit d'auteur sur une œuvre publiée, un film ou un enregistrement sonore, la possibilité d'empêcher l'importation d'exemplaires contrefaits de l'œuvre, du film ou de l'enregistrement sonore.</p> <p>Le Règlement de 2000 sur le droit d'auteur (restriction à l'importation) précise les modalités d'application de cet article et établit les formulaires, les taxes et les autres prescriptions liés à ces procédures administratives.</p> <p>Cette ordonnance, prise au titre de l'article 147 de la Loi de 1995, énumère un certain nombre d'organisations internationales visées par cet article.</p>

² Voir le document IP/N/1/LCA/C/1.

³ Voir le document IP/N/1/LCA/C/2.

⁴ Voir le document IP/N/1/LCA/C/3.

⁶ Voir le document IP/N/1/LCA/L/1.

Cette loi abroge la Partie II du Titre X du Code du commerce, ch. 244, Lois révisées de Sainte-Lucie de 1957.

⁸ Voir le document IP/N/1/LCA/D/1.

ANNEXE II

AUTRES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS

TITRE, DATE D'ADOPTION ET ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
Douanes <u>Loi douanière de 2000 (contrôle et gestion)*</u> , n° 23 de 2000 Procédures et mesures correctives judiciaires civiles <u>Loi de 1969 sur la Cour suprême des États associés des Indes occidentales (Sainte-Lucie)*</u> , n° 17 de 1969 <u>Règles de 1970 de la Cour suprême*</u> Procédures pénales <u>Code pénal ch. 250*</u>	 Cette loi régit les pouvoirs et les devoirs des autorités douanières. Cette loi régit les procédures judiciaires civiles à Sainte-Lucie et institue la Haute Cour et la Cour d'appel en précisant leur compétence. Ces règles prescrivent les formulaires et les frais, ainsi que les formalités à accomplir dans les procédures civiles introduites devant la Cour suprême. Ce texte législatif régit la procédure pénale prévue pour les infractions de simple police et les infractions graves.

* Le texte de ces lois n'a pas encore été notifié.

ANNEXE III

RENSEIGNEMENTS SUR LES PROJETS DE LOIS RELATIFS À LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Les travaux législatifs en vue de l'adoption d'une nouvelle législation sur la propriété industrielle sont en cours d'achèvement, les trois derniers projets de lois devant être présentés au Parlement à sa prochaine séance. Tous les projets de lois devraient avoir été adoptés pour la dernière semaine de mars. Le retard pris par l'adoption de cette législation est dû à plusieurs facteurs, notamment la charge de travail du Parlement et la complexité de certains textes, qui a exigé un examen long et minutieux.

Ces nouveaux textes législatifs couronneront les efforts déployés pour se conformer pleinement à l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Par rapport à la législation actuelle, ils apporteront les changements suivants.

I. Brevets

Le projet de loi sur les brevets:

- assure la protection de toutes les inventions à l'exception des micro-organismes;
- énonce dans le détail les conditions d'octroi de licences obligatoires;
- supprime toute référence à l'enregistrement des brevets du Royaume-Uni et traite toutes les demandes de la même manière;
- prévoit l'enregistrement des demandes déposées conformément au Traité de coopération en matière de brevets.

II. Marques de fabrique ou de commerce

Le projet de loi sur les marques de fabrique ou de commerce:

- élargit la définition des marques de fabrique ou de commerce actuellement donnée par le Code du commerce pour englober les aspects relatifs à l'emballage et à la forme;
- abandonne la distinction entre les parties A et B du Registre, qui était fondée sur le droit et la pratique anglais; il n'existera qu'un registre et le critère applicable sera le caractère distinctif de la marque à enregistrer;
- prévoit la certification des marques, des marques notoirement connues et des marques collectives, alors que l'ancienne législation traitait uniquement des marques défensives;
- permet le dépôt multiclasse;
- abandonne la notion de marques liées;
- autorise le contrôleur des douanes à saisir des marchandises contrefaites à la demande du titulaire de la marque;

- ramène la durée de la protection de 14 à 10 ans;
- abandonne la référence aux marques enregistrées du Royaume-Uni. Toutes les marques seront traitées de la même manière.

III. Variétés végétales

La Loi sur les variétés végétales est un nouvel instrument qui s'ajoute à la liste des textes législatifs relatifs à la propriété industrielle. Elle traite des variétés végétales conformément à l'article 27 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce.
